



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 20/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP OUEST

10 rue Jupiter
ZAC Antarès
44470 Carquefou

Références : N3-2026-562-RAPPORT
Code AIOT : 0006301247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement SARP OUEST implanté 10 rue Jupiter ZAC Antarès 44470 Carquefou. L'inspection a été annoncée le 10/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST
- 10 rue Jupiter ZAC Antarès 44470 Carquefou

- Code AIOT : 0006301247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OUEST exploite, sur la commune de Carquefou, une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 4.6	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rétention des zones de chargement et de déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 VI	Demande d'action corrective	1 mois
5	Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 7.3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 4.5	Sans objet
3	Stockage des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 22/08/2023, article 7.1.1	Sans objet
6	Moyens d'intervention et ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 7.4.3 - 7.4.5	Sans objet
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
8	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 6.2.1, 6.2.2 et 6.3	Sans objet
10	Registre des déchets entrants et sortants	Arrêté Ministériel du 22/08/2023, article 5.2.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 30 avril 2026 a permis de constater que l'exploitant avait pris en compte la majorité des remarques et demandes formulées lors de l'inspection de 2025 notamment :

- la mise à jour des spectres analytiques de la surveillance des eaux de ruissellement ainsi que des eaux souterraines,
- la mise à disposition de l'état des stocks y compris pour les huiles usagées,
- la mise à jour du plan de défense incendie du site.

Toutefois, cette visite d'inspection a également mis en évidence une non-conformité déjà identifiée lors de la visite de 2025, relative à l'absence de dispositif de rétention au niveau de la zone de chargement et déchargement des eaux hydrocarburées.

En conséquence, il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois, un plan d'actions assorti d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eaux de ruissellement, qui peuvent comprendre quelques eaux de lavage des extérieurs des véhicules sous réserve qu'elles ne contiennent pas d'agent lessiviel, respectent les valeurs limites ci-après : (cf. tableau de l'AP) [...]</p> <p>Les paramètres PFOA, PFOS et AOX seront analysés sur une campagne d'analyse dans les 12 mois suivant la notification du présent arrêté afin de juger de la pertinence d'un suivi pérenne. [...]</p> <p>La qualité des rejets d'eaux pluviales est contrôlée tous les semestres pour les paramètres pH, hydrocarbures totaux, Fe + Al et DBO5 et tous les mois pour les paramètres MES et DCO en cas de rejet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des analyses mensuelles réalisées en 2025, ainsi que de janvier à avril 2026 sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du site. Ces analyses ont été effectuées par un laboratoire agréé.</p> <p>Il est constaté un dépassement en matières en suspension (MES) en mars 2026, avec une valeur mesurée à 100 mg/l pour une VLE à 35 mg/l. L'exploitant précise qu'il utilise l'eau des maraîchers pour le nettoyage du site. Les analyses effectuées sur cette eau des maraîchers révèlent une forte</p>

teneur en MES, ce qui est susceptible d'expliquer le dépassement observé. Par ailleurs, les paramètres Fe+Al et AOX ont bien été intégrés au programme de surveillance des eaux de ruissellement depuis juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des ouvrages du réseau de surveillance des eaux souterraines, l'exploitant réalise une mesure de la piézométrie, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois sur les paramètres suivants :Hydrocarbures totaux, HAP, COHV, Eléments métalliques (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn),Mercure, BTEX,Indice phénol, Méthanol et Acétone.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des mesures réalisées en mars 2026 sur les trois piézomètres du site. Des traces de nickel, ainsi que de zinc dans une moindre mesure, ont été détectées au niveau des piézomètres n°2 (aval) et n°3. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer l'origine de ces détectations. Les résultats des analyses des eaux souterraines sont déclarés sur GIDAF depuis mars 2026. Le cadre GIDAF ayant été créé en novembre 2025, l'analyse réalisée en octobre 2025 n'a pas pu y être intégrée. Par ailleurs, depuis la campagne d'octobre 2025, l'exploitant a élargi le spectre analytique de surveillance des eaux souterraines en y intégrant les éléments métalliques, le mercure ainsi que l'indice phénol conformément à l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du 22/08/2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit ajouter dans GIDAF des commentaires/éléments d'explication sur les résultats obtenus en particulier lorsque des composés sont détectés en aval hydraulique du site et absents en amont hydraulique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/08/2023, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Les conditions de stockage des produits et des déchets dangereux tiennent compte des mentions de dangers associées à leur étiquetage et leur codification. Leurs conditionnements portent de manière lisible la dénomination exacte de leur contenu (numéro et symbole de danger).

<p>L'état de leur stock des produits et des déchets entreposés (nature, état physique, quantité, emplacement, ...) est tenu à jour et l'exploitant dispose des documents, s'ils existent, lui permettant de connaître la nature et des risques qu'ils présentent, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues par le Code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'état des stocks qui sont suivis via deux logiciels distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Filière huiles usagées exploitée par Sevia : 30,7 m³ répartis dans 3 cuves compartimentées. • Filière déchets liquides hydrocarburés exploitée par SARP Ouest : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Eaux hydrocarburées : 31,5 m³ répartis dans 3 cuves, ◦ Eaux graisseuses : 12,23 m³ répartis dans 2 cuves, ◦ Boues en cours de séchage : environ 50 m³. <p>L'exploitant précise que l'état des stocks est disponible, à tout moment, en format informatique à partir d'une connexion internet. Le responsable d'exploitation ainsi que les assistantes de l'agence disposent d'un accès à ces données.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rétention des zones de chargement et de déchargement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des zones de chargement et déchargement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] III. - Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p>
<p>Constats :</p> <p>À ce jour, l'exploitant n'a pas mis en œuvre d'actions correctives visant à équiper la zone de chargement et de déchargement des eaux hydrocarburées d'un dispositif de rétention correctement dimensionné.</p> <p>Des études ont été menées et une réflexion a été engagée concernant la mise en place d'une rétention surélevée, similaire à celle utilisée pour les cuves d'huiles usagées. Toutefois, cette solution se heurte à des contraintes techniques, notamment le manque d'espace disponible, ainsi qu'à des contraintes financières. En conséquence, elle n'a pas été retenue.</p> <p>L'exploitant envisage de recourir aux cuves enterrées, disposant d'un volume disponible de 15 m³ et initialement destinées au confinement des eaux d'extinction, afin d'assurer la rétention de la zone de chargement/déchargement. Un volume de rétention de 28 m³ avait été envisagé, correspondant au scénario de chargement complet dans le cas le plus défavorable. Toutefois, la rétention de la zone de déchargement des eaux hydrocarburées doit être dédiée et ne peut en aucun cas être mutualisée avec les cuves destinées au confinement des eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant poursuit actuellement l'étude de plusieurs solutions alternatives, notamment la mise en place d'un dispositif de rétention mobile.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant entreprend les actions correctives afin de munir la zone de chargement et de déchargement des eaux hydrocarburées d'une rétention dédiée et correctement dimensionnée. Le cas échéant, l'exploitant fournit, à l'inspection des installations classées, les études technico-économique des solutions envisagées pour la création d'une rétention de la zone de chargement/déchargement des eaux hydrocarburées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Installations électriques - mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification des installations électriques daté du 29/04/2025, établi par un bureau de contrôle. Ce rapport fait état de 7 observations, dont 4 nouvelles. Le certificat Q18 associé conclut que l'installation est susceptible de présenter des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>À la suite de l'intervention d'une entreprise spécialisée, l'exploitant a procédé, le 30/03/2026, à la levée de 4 observations jugées prioritaires au regard des risques d'incendie et d'explosion qu'elles étaient susceptibles d'engendrer. Les 3 observations restantes, considérées par l'exploitant comme moins prioritaires, ont fait l'objet d'un devis en date du 26/04/2026. L'exploitant a indiqué que les travaux correspondants seront réalisés dans les meilleurs délais.</p> <p>Une nouvelle vérification des installations électriques a été réalisée le 29/04/2026.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant procède à la levée des 3 observations restantes issues du rapport de vérification du 29/04/2025 dans les meilleurs délais.</p> <p>L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification des installations électriques de 2026 ainsi que le certificat Q18 associé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens d'intervention et ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 7.4.3 - 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Article 7.4.3 : Moyens d'intervention et ressources en eau L'établissement dispose de moyens suivants : des plans des locaux à jour (risques, zones dangereuses, accès, réseaux, arrêts d'urgence...) ; des extincteurs ; 1 poteau d'incendie DN 150 situé à proximité du site, muni de raccords normalisés et capable d'assurer un débit minimum de 60 m ³ /h situé à moins de 100 m d'un accès de l'établissement. L'exploitant s'assure auprès du gestionnaire du réseau public de son bon état. Il dispose de l'attestation de sa conformité qu'il tient à disposition. Une réserve d'émulseur d'un volume de 500 litres à proximité de l'entrée du site ; Au niveau de chaque entrée de bâtiment et à l'entrée du site, sera affiché un plan d'intervention comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">- Les cloisonnements principaux et dégagements, avec indication des différentes ouvertures,- L'emplacement des locaux techniques et des zones à risques particuliers,- L'emplacement des dispositifs et commandes de sécurité,- L'emplacement des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie,- L'emplacement des moyens d'extinction fixes et d'alarme,- L'emplacement des zones de mise en sécurité avec leurs portes de recoupement et si possible la mise en valeur de mur de recoupement de façade à façade,- Les cheminements de canalisations et conduits dangereux dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupure précités,- Tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours. Article 7.4.5 : Vérifications périodiques et maintenance des équipements L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a présenté la facture relative à la vérification du parc d'extincteurs du site, réalisée le 15/12/2025, ainsi que celle concernant la vérification du système de désenfumage et de l'alarme du bâtiment administratif, effectuée le 05/11/2025 par un bureau de contrôle. Ces contrôles ont été consignés dans le registre de sécurité du site. Aucune anomalie ni observation particulière n'a été relevée lors de ces vérifications. Le poteau incendie le plus proche du site a été contrôlé le 15/11/2023 par Nantes Métropole. Il a été déclaré conforme et présente un débit de 184 m ³ /h. Le site dispose d'une réserve d'émulseur de 500 litres, située à proximité du garage et des cuves d'huiles usagées. Cette réserve n'est toutefois pas implantée à proximité de l'entrée du site mais est accessible aux services d'incendie et de secours et suffisamment éloignée des cuves de stockage des eaux hydrocarburées. L'émulseur utilisé est de type ECOPOL 6. L'exploitant a présenté un certificat technique attestant de l'absence de composés fluorés dans ce produit.

Enfin, les plans d'intervention sont à jour et affichés sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...]

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan de défense incendie du site réalisé en 2025 qui comporte l'ensemble des éléments réglementaires attendus.

Le plan de défense incendie pourrait être amélioré en tenant compte des observations suivantes :

- Modifier le logigramme relatif à l'alarme en période non ouvrée en remplaçant la mention

<p>"déclenchement alarme feu" par "témoin" (p.4) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Privilégier l'utilisation des coordonnées génériques de l'inspection des installations classées : 02 72 74 77 90 et ud44.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr (p.6), - Indiquer l'emplacement de la réserve d'émulseur sur le plan de situation (p.12).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de défense incendie doit être transmis au SDIS 44 et mis à disposition des services de secours à l'entrée du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Maitrise des sinistres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. [...]</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un compte-rendu d'exercice d'évacuation et de défense contre l'incendie réalisé le 23/03/2026. Une machine à fumée a été utilisée afin de simuler un départ de feu sur le site. L'exploitant indique que les vannes de confinement ont été mises en œuvre lors de cet exercice ; toutefois, cet élément ne figure pas dans le compte-rendu transmis.</p> <p>À l'issue de cet exercice, l'exploitant a identifié plusieurs axes d'amélioration, lesquels font l'objet d'un suivi dans le cadre d'un plan d'actions.</p> <p>Par ailleurs, plusieurs salariés ont suivi une formation d'équipier de première intervention en décembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'ensemble des actions effectivement réalisées lors des exercices de défense incendie, notamment la fermeture des vannes de confinement, doit être intégré dans le compte-rendu d'exercice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 6.2.1, 6.2.2 et 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Article 6.2.1 : Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en tous points de la limite de propriété del'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODE DE JOUR de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	Niveau sonore limite admissible
70 dB(A)	60 dB(A)

Chapitre 6.3 : Contrôle de la situation sonore

Toute évaluation de la situation acoustique s'effectue à partir des points retenus dans l'étude d'impact pendant une période d'activités représentative des émissions de la plate-forme. Les émergences sont systématiquement mesurées chez les tiers désignés dans l'étude d'impact ou les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée d'exécuter ces mesures, les émergences sont calculées à partir des niveaux sonores établis en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée.

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle réglementaire des niveaux sonores, réalisé le

18/03/2024 par un bureau de contrôle. Ce rapport conclut à la conformité des mesures effectuées, tant au niveau des quatre points situés en limite de propriété qu'au point implanté en zone à émergence réglementée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Registre des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/08/2023, article 5.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis

Prescription contrôlée :

La gestion des déchets entrants et sortants est conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le contenu des bordereaux de suivi de déchets est conforme à l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Ces registres, ainsi que les justificatifs liés aux opérations de transports et de traitement des déchets, sont conservés et mise à disposition pendant une durée minimale de cinq années. Une synthèse de leur contenu est présentée dans le rapport annuel d'activité.

L'exploitant est exonéré des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants, telles que définies au 1er alinéa de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, pour les déchets hydrocarbonés du fait des opérations de regroupement et de séparation de phase par décantation réalisées sur site.

Constats :

L'exploitant a présenté le registre des déchets sortants de février 2026 de SARP Ouest et de Sevia (huiles usagées).

Les registres des déchets entrants et sortants de SARP Ouest contiennent l'ensemble des informations requises. En revanche, le registre des déchets sortants de Sevia présenté issu d'une capture d'écran lors de l'inspection, ne comporte pas les numéros de SIRET du destinataire, ni du transporteur.

Par ailleurs, le registre issu de Trackdéchets met en évidence l'annulation de 57 bordereaux de suivi de déchets (BSD) sur une période d'un an glissant (d'avril 2025 à avril 2026). L'exploitant précise que les BSD sont créés lors de la commande. Dans certains cas, les interventions mobilisent deux camions : un seul revient chargé d'eaux hydrocarbonés, tandis que l'autre revient à vide, ce qui explique le nombre élevé d'annulation de bordereaux de suivi de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que le fichier source du registre de déchets sortants de Sevia comporte les numéros de SIRET du destinataire et du transporteur.

Type de suites proposées : Sans suite